

Le président Duda signe la loi sur la Shoah

Pologne Ce texte veut défendre le pays contre ceux qui lui attribuent les crimes nazis.

Valérie Woyno
Correspondante à Varsovie

Pour le président polonais Andrzej Duda, ce fut une décision difficile. Non sans hésitation, il a promulgué la loi controversée sur la Shoah. Conçue par le parti nationaliste Droit et Justice (PiS) de Jaroslaw Kaczynski, elle avait à l'origine pour but de lutter contre l'expression "Polish death camps" "camps de la mort polonais" une erreur linguistique souvent répétée dans la presse anglo-saxonne pour situer géographiquement les camps de la mort que les nazis allemands ont construits dans la Pologne occupée durant la Seconde Guerre mondiale. Depuis des années, les ambassades polonaises traquaient ces formules aussi blessantes que diffamatoires demandant aux rédactions des rectifications. Le PiS, dans le cadre de sa nouvelle politique historique, a alors eu l'idée de pénaliser de trois ans de prison tous ceux qui accusent la nation ou l'Etat polonais de participation aux crimes nazis.

Adoptée par la chambre basse polonaise à la veille de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau et de la Journée de la mémoire de l'Holocauste, un moment plus que mal choisi, la loi a provoqué aussitôt la colère de dirigeants israéliens qui y ont vu une tentative d'exonérer le com-

portement des Polonais pendant la Shoah.

Un député centriste israélien, Yair Lapid, a frappé trop fort : "Des centaines de milliers de Juifs ont été assassinés sans jamais avoir rencontré un seul Allemand", a-t-il tweeté, provoquant la colère à Varsovie.

Histoire complexe

Si les Polonais ont le plus grand nombre de Justes parmi les Nations décernés par l'institut Yad Vashem, ils ont aussi des pages noires de l'histoire, comme le massacre de Jedwabne où les habitants chrétiens du village ont brûlé vifs 1 600 voisins juifs.

Varsovie préfère passer cet épisode sous silence et rappeler l'exemple de la famille Ulma de Markowa, un couple tué avec ses six enfants par les nazis pour avoir caché une famille juive.

"J'ai pris cette décision pour préserver les intérêts de la Pologne, notre dignité et la vérité historique [...], qu'on s'abstienne de nous diffamer en tant qu'Etat et nation", a justifié le président Duda. Il a envoyé le texte au Tribunal constitutionnel pour qu'il n'y ait pas de doutes que les recherches historiques pourront être poursuivies et ainsi apaiser des critiques de l'opposition, d'Israël et de l'Ukraine. "25 ans d'efforts de la diplomatie polonaise pour normaliser les relations difficiles aussi bien avec Israël que l'Ukraine ont été anéantis en quelques jours", déplore le politologue Radoslaw Markowski. "Déjà isolée dans l'UE, la Pologne a affaibli ses relations avec les Etats-Unis, Israël et l'Ukraine." Car Kiev a également critiqué la loi, les Polonais et les Ukrainiens ont chacun un passé complexe durant la Seconde Guerre mondiale.

Même Obama a commis le lapsus dans son discours lors d'une cérémonie.